



MEDEF 36 – Questions aux candidats aux élections municipales dans les principales communes du département de l'Indre

A Châteauroux, le mercredi 26
février 2020

Madame, Monsieur,

Dans la perspective des élections municipales des 15 et 22 mars, le Medef 36 vous invite à répondre à quelques questions pour éclairer vos propositions en matière de développement économique et vos projets de développement pour les territoires sur lesquels nos entreprises sont installées.

Merci de répondre de manière synthétique et précise, afin que nous puissions relayer vos réponses à nos adhérents sans aucune modification de votre texte.

Ce questionnaire sera adressé aux représentants de toutes les listes déposées et validées pour votre commune.

Nous comptons sur vos réponses au plus tard pour le mercredi 4 mars à midi.

La diffusion à nos adhérents d'une newsletter spécifique « Elections municipales : Questions / Réponses des candidats dans votre commune » se fera le vendredi 13 mars.

1/ Quelles sont dans votre programme les principales mesures pour favoriser l'attractivité économique de notre territoire ? Que proposez-vous pour créer un environnement favorable à l'entrepreneuriat ?

Ce n'est pas en ces termes que nous posons les priorités d'une municipalité. Nous préférons nous demander comment faire pour créer des emplois en répondant aux urgences sociales et environnementales. À nos yeux, « créer un environnement favorable à l'entrepreneuriat » n'est pas le moyen d'assurer cet objectif. Châteauroux n'est pas la start-up ville de la start-up nation macroniste. Par contre, si la mairie s'implique directement dans les affaires économiques de la ville en salariant des agriculteurs pour cultiver en bio et sans pesticides les terres agricoles dont Châteauroux est propriétaire, si elle crée des supérettes municipales dans les quartiers, si elle salarie des médecins, si elle s'implique dans la production industrielle de biens dont la consommation est locale, si elle s'inscrit dans l'expérimentation des « territoires zéro chômeur de longue durée » alors trois choses se produiront :

- Premièrement, une création d'emplois pérennes, en CDI, pour sécuriser les travailleurs et, par l'augmentation des revenus, permettre d'agir sur la demande.
- Deuxièmement, une densification et une diversification du tissu économique local qui dynamiseront l'activité économique.
- Troisièmement, des externalités positives nombreuses et servant l'intérêt général et l'économie locale : moins de pollutions, des travailleurs en meilleure santé et le développement d'une véritable culture de l'approvisionnement local.



2/ Dans un environnement en mutations profondes, quels moyens vous donnez-vous pour gagner à la fois en productivité et en attractivité ?

Ces objectifs ne sont pas les nôtres. La productivité n'a de sens que si elle permet de produire des biens matériels socialement utiles et écologiquement soutenables ; dans le cas contraire, elle ne fait qu'alimenter par l'offre la production à outrance et les pollutions qui vont avec... publicité incluse ! Quant à l'attractivité, on nous en parle depuis des années à Châteauroux. Résultat : le fiasco d'Ozans ! 10 millions d'euros déjà dépensés pour à peine une dizaine d'emplois créés. Un bide. De l'argent public jeté par les fenêtres. On attend toujours les Chinois. Et quand ce ne sont plus les Chinois, ce sont les milliardaires américains qui sont censés nous sauver. Absurde et inefficace. Il faut compter sur nous-mêmes. Châteauroux et l'Indre seront des terres de réussite économique quand on comprendra enfin que nous avons à disposition toutes les ressources humaines et intellectuelles pour produire nous-mêmes le maximum de choses dont nous avons (vraiment) besoin et pour les consommer localement. Produire pour produire n'a pas de sens. Ce qu'il faut, c'est réfléchir d'abord à nos besoins et y répondre. L'économie doit être au service de l'homme. Pas l'inverse.

3/ Comment envisagez-vous d'interagir très concrètement et efficacement avec les composantes économiques de votre écosystème, dont le MEDEF Indre ?

L'objectif de Châteauroux Citoyen est de fédérer les habitants de notre commune, et de notre département, autour d'objectifs communs. Ces objectifs se résument en six points qui constituent notre programme : + de démocratie et d'éthique, + d'écologie, + d'emploi, + de justice sociale, + de biens communs, + de sûreté publique. Les acteurs économiques du département ont toute leur place pour répondre à ces enjeux. Nous leur proposerons d'y contribuer. Et nous leur donnerons les moyens d'agir, notamment aux syndicats de salariés. C'est la raison pour laquelle nous mettrons à disposition des syndicats et des associations une « Maison du Peuple » : des locaux gratuits, en plein centre-ville, dans l'espace culturel Jean-Racine. Nous prendrons sur ce point le contrepied de monsieur Avérous qui a lancé une bataille judiciaire contre la CGT et CFDT et qui avait déclaré, lors de la décision de la Cour d'Appel du 12 mars 2019 en faveur de ces syndicats, que cette décision était « déplorable » et « injuste », ajoutant : « On tolère que deux syndicats vivent au crochet de la collectivité et volent l'argent des Castelroussins ». Pour notre part, nous abandonnerons les poursuites judiciaires contre la CGT et la CFDT. Et nous serons plus respectueux des syndicats qu'un maire qui les traite de voleurs.

4/ Quels moyens envisagez-vous pour contribuer à l'effort nécessaire de redressement des comptes publics tout en améliorant la situation financière et d'endettement de votre collectivité ?

Nous supprimerons la voiture avec chauffeur du maire et nous réduirons son salaire au niveau du salaire moyen (2200 euros par mois). Faire des économies, ça commence par montrer l'exemple en tant qu'élu. Mais venons sur la question de l'endettement : pourquoi se priver d'emprunter alors que les taux d'intérêt sont historiquement bas et que la ville de Châteauroux est faiblement endettée ? On peine à comprendre la logique. Nous rendrons public dans les jours prochains le chiffrage de notre programme. Mais nous voulons répondre de quelques mots. Notre programme prévoit une augmentation du budget d'investissement de 10,1 millions d'euros par an. Avec, nous financerons des pistes cyclables, la rénovation thermique des bâtiments, l'accessibilité à



100% de la ville pour les personnes en situation de handicap, ou encore le développement d'une production municipale agricole et industrielle. Ces dépenses sont socialement, écologiquement et économiquement utiles. Elles servent l'intérêt général. Nous les financerons par des subventions et par l'endettement. Nous estimons à 6,1 millions d'euros par an les besoins d'emprunt pour financer ces projets. Soit tout juste 43% des capacités d'emprunt de la ville et de l'agglomération. Rien d'inquiétant, donc. Et ces investissements alimenteront directement le carnet de commande des TPE et PME locales.

5/ Envisagez-vous de vous doter de moyens de mesure, et si oui lesquels et comment les utiliser, pour vérifier en permanence un principe simple : un lien clair entre ressource fiscale, compétence et résultats obtenus

Nous sommes enchantés que vous posiez la question du lien entre ressource fiscale et résultats obtenus. En effet, si monsieur Avérous avait promis au niveau municipal 4 000 emplois avec Ozans et les Chinois, nous n'oublions pas que le MEDEF avait promis au niveau national 1 million d'emplois avec le CICE (20 milliards d'euros par an). Dans les deux cas, malheureusement, l'argent est parti et on attend toujours les emplois... Mais répondons à la question. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen dispose que « La Société a le droit de demander compte à tout Agent public de son administration ». C'est ce que nous voulons faire par la démocratie et la transparence. En créant un droit au référendum d'initiative (RIC) municipal, nous permettrons aux citoyens de garder le contrôle. Nous soumettrons aussi tout projet dépassant 10 millions d'euros d'investissement à un référendum municipal. Avec nous, pas de piscine Balsan'eo à 34 millions d'euros sans vote ! Nous ferons un audit des privilèges des élus par des citoyens tirés au sort. Nous créerons également des jurys citoyens chargés de surveiller les procédures d'attribution des marchés publics. Avec nous, pas de magouilles possibles : tout sera placé sous l'oeil vigilant des citoyens.

6/ Quelles sont les mesures que vous proposez pour faciliter les déplacements domicile / travail ?

La vie ne se réduit pas au travail et à l'argent. Il faut donc penser les choses dans leur ensemble. Nous avons réfléchi au développement des mobilité douces dans le cadre du travail mais aussi des études et des loisirs. Nous maintiendrons la gratuité des bus et nous en élargirons le service la nuit et le week-end. Nous les rendrons aussi plus sûrs et plus agréables en augmentant leur fréquence, en revoyant le tracé des lignes en concertation avec les habitants, ou encore en mettant un agent dans le bus en plus du chauffeur aux heures de pointe et la nuit pour assurer un rôle de médiation et d'apaisement. Bien sûr, pour financer ces changements, nous mettrons fin au contrat avec Keolis en 2021 pour passer en régie publique (600 000 euros d'économies par an environ, soit 3 millions d'euros entre 2021 et 2026). Nous développerons aussi l'utilisation du vélo avec des pistes cyclables augmentées, rénovées et sécurisée, mais aussi en installant des zones de stationnement sécurisées pour les vélos ou encore en développant un service de vélos en libre-service et en régie publique sur l'ensemble de l'agglomération.

7/ Pour conclure, avez-vous un message « ouvert » à faire passer à nos adhérents ?

Nous savons bien que les réponses que nous vous avons données ne sont sans doute pas celles que vous attendiez. Il y a souvent, de la part des candidats aux municipales, beaucoup d'hypocrisie. Les propos varient selon les interlocuteurs. Pas nous. Vous l'avez vu, nous défendons auprès de vous, avec certes quelques piques, - mais pas de fourches, rassurez-



Mouvement des Entreprises de France **MEDEF Indre**

vous ! - un programme radicalement différent de ce qu'attend le MEDEF. Pourtant, nous pensons que ce programme est le seul à pouvoir assurer réellement le développement économique tout en répondant aux urgences écologiques et sociales que nous devons affronter. Nous défendons un programme de relance de l'économie par l'investissement public. Une politique keynésienne dirigée vers la transition écologique et la justice sociale, pour le dire autrement. Et après des années d'ordolibéralisme absurde qui détruit les services publics et, avec eux, la cohésion nationale, il est temps de faire autrement. C'est ce que nous proposons. Tout le monde y gagnera. Même vos adhérents. Châteauroux et l'Indre pourraient devenir des modèles nationaux en la matière. Vu qu'on n'a cessé d'appliquer ce qui ne marche pas, pourquoi ne pas maintenant essayer ce qui pourrait marcher ? Il est temps de faire autrement. Pour l'intérêt général.